



RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 22 Janvier 2005

Le mot de la Présidente

Chacun le voit : un malaise profond mais pas toujours clairement défini envahit l'ensemble du monde salarial.

Dans le privé, depuis longtemps, la crainte du chômage domine, permettant de formidables régressions tant des rémunérations (heures supplémentaires non payées, suppressions des primes, blocage des salaires ...) que des conditions d'emploi (conditions de travail s'aggravant, généralisation de l'emploi précaire, ..). Au point que les luttes sociales ne sont pratiquement plus que des luttes de dernier recours (quand, par exemple, l'entreprise délocalisée, laisse une centaine d'employés sur le carreau). L'attachement viscéral et on pourrait dire ancestral à l'outil de travail en arrive à disparaître sous la colère et le désespoir comme en témoigne certaines destructions de matériel.

Dans le public, les fonctionnaires ou les agents des services publics en arrivent à ne plus s'offusquer d'être continuellement raillés, dévalorisés, moqués par la « bien-pensance ». Eux qui, souvent, étaient empreints d'une grande conscience du service public et du service au public, marquent aujourd'hui une grande lassitude vis à vis de l'évolution « commerciale » de leur travail. Garant de l'égalité des citoyens, comme du rôle de l'Etat, ils étaient fiers de le servir. Aujourd'hui, on leur demande de ne plus avoir en face d'eux des « usagers » mais des « clients ». Ils ont bien vite compris que le vrai souhait était de mieux traiter le « client riche » que le « client pauvre » ! Alors ils font leurs « 35h » et pas plus.

Mais dans le secteur privé comme dans le secteur public, la colère gronde. Ou, au moins, la désillusion est certaine. On ne croit plus en l'avenir. Et les partis politiques de gauche ne donnent guère de perspectives, hésitants qu'ils sont entre le fatalisme (« on ne peut pas faire autrement » ; « il y a la construction européenne ») ou l'abandon du combat social (« il faut moderniser ») quand ce n'est pas un certain mépris pour les salariés qui pointent son nez (« les Français ne sont pas assez travailleurs » ; « notre programme est trop exigeant » ...).

Qui peut dire comment cela se terminera ? Par un retrait de plus en plus grand de la vie publique, comme l'illustre la montée de l'abstention ? Par un repli sur soi et la montée du « sauve qui peut » individuel où chacun sera bien évidemment broyé ? Par une explosion violente mais sans lendemain ? Ou, au contraire, par une révolte, un vrai refus et l'exigence d'une remise en question de la société ?

Le rôle des militants de gauche convaincus que nous sommes est de favoriser cette dernière possibilité. Notre bulletin veut y aider. Aidez-nous à le faire connaître !

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE.

Par Emilie KERDUJAL

Entre plein emploi et chômage de masse, le grand écart européen

L'emploi dans les pays de l'UE a connu en 2004 des situations très contrastées, du quasi-plein emploi, comme en Autriche ou en Grande-Bretagne, au chômage de masse, notamment en France et en Allemagne, qui s'emploient pourtant à faire évoluer leur marché du travail.

De manière générale, les grands pays (**Allemagne, France, Espagne**) ont un **taux de chômage tournant autour de 10%**, plus élevé que la moyenne de la zone euro (8,9% en novembre selon Eurostat) et nettement plus élevé que celui de pays moins peuplés (Autriche, Pays-Bas, Danemark, Suède, Hongrie), où il oscille entre 4 et 7%.

Des pays comme la Finlande, la République tchèque, la Belgique, et l'Italie connaissent une situation intermédiaire, avec un taux de chômage entre 8 et 9%. Et dans le bas du classement, le **chômage tourne autour de 18%, comme en Slovaquie et en Pologne.**

Malgré ce tableau très contrasté, la situation n'est guère encourageante dans la plupart des pays européens, même chez certains des « meilleurs élèves » de la classe.

Selon un rapport publié le 27 janvier par la Commission européenne, l'emploi est d'ailleurs le "talon d'Achille de l'Europe", et l'Union devra créer 22 millions d'emplois de plus pour respecter l'objectif qu'elle s'était fixé d'atteindre un taux d'emploi de 70% d'ici à 2010.

L'Allemagne a ainsi enregistré en 2004 un nombre record de chômeurs depuis sept ans, avec 4,381 millions de sans-emploi (9,9%). Et le gouvernement s'attend à 4,43 millions cette année, malgré la mise en œuvre le 1er janvier de la réforme du marché du travail qui s'est traduite par une baisse des allocations et des sanctions accrues pour les chômeurs.

La situation est comparable en France, avec, en décembre, avec quelque 2,4 millions de demandeurs d'emploi recensés. Le dernier taux fourni par Eurostat (novembre) s'élève à 9,6%.

Là aussi, la réforme du marché du travail, basée sur un accompagnement renforcé des chômeurs vers l'emploi et une offre accrue de contrats aidés, ne devrait porter ses effets que cette année.

En Belgique, la réforme renforçant le suivi des chômeurs, lancée en juillet, n'a pas empêché le nombre de demandeurs d'emploi de croître légèrement (8,0% en novembre contre 7,9% un an plus tôt selon Eurostat).

La réforme engagée par l'Italie pour rendre plus flexible le marché du travail, entrée en vigueur en 2004, s'est, elle, accompagnée d'une baisse du chômage en 2004 à 8,1% au 3e trimestre. Mais ce recul est engagé depuis plusieurs années et, selon l'Institut italien de la statistique (Istat) **la baisse du 3e trimestre est largement due au fait qu'une partie des jeunes et des femmes habitant dans le sud du pays ont renoncé à chercher un emploi.**

L'Espagne a vu son chômage baisser grâce à de nombreuses créations d'emplois, mais **il touche toujours plus de deux millions de personnes, soit un des taux les plus élevés de l'Union** (10,5% en novembre selon Eurostat).

Même parmi les mieux lotis, la tendance est à la hausse du chômage : en Suède, comme aux Pays-Bas, en Hongrie, ou même en Autriche qui a connu le taux le plus élevé depuis 1998 même si celui-ci n'est que de 4,5%.

Malgré la mise en œuvre libérale de la politique de l'emploi, on peut constater que l'Europe est loin d'apporter un plus en matière d'emploi, n'en déplaie aux partisans du oui à la constitution européenne en France. Quant à l'Europe sociale, ces chiffres sont là pour nous rappeler la réalité.

PLACE AU DEBAT

LES AMERICAINS VICTIMES DE LA MONDIALISATION LIBERALE

Par Claude CHAILLE

L'Amérique, c'est la puissance qui paraît invulnérable, c'est la guerre en Irak pour le contrôle des réserves de pétrole, c'est les fonds de pension, les multinationales qui sèment le chômage dans le monde entier, c'est les déficits payés par les autres peuples, c'est le viol des règles internationales, c'est un luxe insolent qui s'étale dans les magazines « people ».

L'Amérique c'est cela, mais ce n'est pas que cela. Il suffit de s'installer à un fast food à 2 pas de la plus riche avenue du monde, la 5^{ème} avenue, pour voir les SDF se succéder, fouillant la même poubelle les uns après les autres, dormant sur des cartons dans des encoignures de porte, même par - 10 °. Et s'il n'y a plus guère de SDF sur la 5^{ème} avenue, c'est uniquement parce que l'ancien maire de New York, Rudolph Guliani, (le « héros » du 11 septembre) les a chassés plus loin car ils donnaient « une mauvaise image » aux touristes.

Les 30 GLORIEUSES AMERICAINES

La crise économique des années 30, malgré le New Deal de Roosevelt, n'a été véritablement surmontée qu'avec la guerre. De 1947 à 1972 le pouvoir d'achat a doublé. Les salariés américains (notamment les blancs), grâce à la puissance des Etats Unis à l'issue de la guerre et grâce à la puissance de leurs syndicats ont pu négocier des augmentations de salaire, une échelle mobile en dépit du Maccartysme et de la loi Taft - hartley.

C'est vers 1970 que le niveau de vie des américains a atteint son pic.

LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT

Mais depuis 1970 les salaires ont fortement baissé. Nombre de négociations syndicales se sont conclues avec des augmentations de salaire inférieures à l'inflation, voire nulles. Parfois les syndicats ont accepté des baisses de salaire en échange de « garanties sur l'emploi » (Il n'y a pas qu'en France ou en Allemagne, chez Siemens, Bosch ou Perrier qu'on a fait ce chantage et qu'il y a eu ce type d'accords). Le résultat est que le pouvoir d'achat a chuté et qu'en 1997 un travailleur sur 4 avait au moins 2 emplois.

Pour freiner la chute de leur niveau de vie les familles se sont endettées.

La désyndicalisation a été parallèle : de 34 % dans les années 50, le taux de syndicalisation est tombé à 27 % en 1975. Mais depuis la chute s'est accélérée : en 2001 il n'y a plus que 13,5 % de syndiqués (40 % dans le secteur public, moins de 10 % dans le privé). Notons que ce sont les salariés hommes noirs qui sont le plus syndiqués.

10 MILLIONS d'AMERICAINS SANS EMPLOI

Le secteur manufacturier qui était le 1^{er} en 1990 est devenu le 3^{ème}. Depuis l'élection de G Bush en 2000, plus de 2,7 millions d'emplois industriels ont été perdus. Il y a maintenant 10 millions d'américains sans emploi. Non seulement la reprise ne résout pas le problème du chômage qui a augmenté d'1 million depuis 2001, mais bien souvent les emplois créés le sont à des salaires et protection sociale inférieurs.

Les MARCHES COMMUNS AMERICAINS

La désindustrialisation, les délocalisations, la mise en concurrence des salariés avec des pays à main d'œuvre moins chère, comme la Chine, ... sévissent en Amérique tout autant que dans l'Europe de Maastricht.

Les USA souhaitent imposer un marché commun de toute l'Amérique.

Il y a 3 traités : le NAFTA déjà en vigueur (USA, Canada, Mexique), Le CAFTA (Amérique centrale), et l'ALENA (toute l'Amérique).

Les effet du NAFTA (traité de libre échange USA, Canada, Mexique)

Depuis des décennies il y a une forte immigration aux USA, notamment en provenance du Mexique. Ces immigrants subissaient des conditions de travail très dures, mais survivaient. Mais maintenant, grâce au NAFTA, il y a encore moins cher au Mexique. Ces immigrants arrivés jeunes il y a 20 ou 30 ans n'ont plus de travail aux Etats -Unis, ni de moyen de retourner au Mexique.

PLACE AU DEBAT

Les salariés des Etats-Unis peuvent se faire du souci, mais ne n'est pas pour autant que les salariés mexicains connaissent une amélioration de leur sort : bien au contraire, ils sont sous le contrôle des multinationales, et seront licenciés à la 1^{ère} occasion. Il y a les milices privées, tellement de misère qu'on peut toujours trouver un remplaçant..L'appauvrissement des uns n'est pas l'enrichissement des autres. D'ailleurs, depuis le NAFTA, les salaires mexicains ont baissé eux aussi.

L'AFL – CIO contre les marchés communs américains, contre l'OMC :

La puissante Confédération américaine AFL - CIO estime que 880 000 emplois ont été perdus aux USA à cause du NAFTA , que les salaires ont baissé au Mexique. Elle considère que le CAFTA et l'ALENA auraient des effets multipliés par 10.

A la différence de la CES qui fait campagne en Europe pour le OUI à la Constitution européenne, l'AFL – CIO, prend nettement position contre ces marchés communs destructeurs d'emplois, et notamment d'emplois qualifiés. L'AFL – CIO a également condamné la suppression des quotas sur le textile, en vigueur depuis le 1^{er} janvier, qui menace 70 % de marché américain.

Les syndicats et peuples d'Amérique Centrale et d'Amérique du sud se mobilisent aussi :

En Amérique Centrale, en Amérique du sud, les syndicats, les peuples, se sont aussi mobilisés contre le CAFTA et l'ALENA, pour défendre les secteurs nationalisés contre les multinationales (Vénézuéla, Brésil, Bolivie..)

L'EMPLOI PUBLIC

Les médias donnent l'impression que l'emploi public est quasi inexistant aux Etats-Unis. La réalité est différente : l'emploi public a fortement progressé jusqu'en 1970 (20% du total des emplois). Personne ne s'étonnera que, sous Reagan, la part du public a diminué, mais il a encore baissé davantage sous ..Clinton .

Cependant, le secteur public représentait en 2000 encore 1 salarié sur 6 (19 millions, un accroissement de 2 millions depuis 1988).

Remarque : on n'entend guère « Sarko l' américain » ou Madelin citer ces chiffres. Au contraire, ils laissent entendre que seule la France a créé des emplois publics dans les dernières décennies, ce qui pour eux est censé être la preuve irréfutable qu'il faut se débarrasser des fonctionnaires. C'est faux. Mais ce qui est commun, c'est l'hostilité des gouvernements US ou français, de Bruxelles, vis à vis du secteur public et nationalisé.

LES INEGALITES

Inégalité devant le chômage

On sait que l'Amérique est le pays où coexistent les plus grandes fortunes, des millions de SDF et des « working poors » (salariés qui travaillent et sont néanmoins pauvres).

Le chômage est inégalement réparti. Ainsi, en 2000, le chômage se répartissait comme suit, selon les statistiques officielles :

% chômage	HOMMES		FEMMES	
	16 à 19 ans	20 ans et plus	16 à 19 ans	20 ans et plus
Blancs	12,3	2,8	10,4	3,1
Non blancs	23,9	5,9	20,8	5,6

Inégalité devant les ressources :

En 2000, 20 % des familles ayant les revenus les plus élevés possédaient 50 % du revenu national. Les 5% les + riches en avaient à elles seules plus de 20 %.

La pauvreté se développe : en 2003, il y avait près de 36 millions de pauvres, soit une augmentation de 1,3 million en 1 an.

LES DEFICITS EXPLOSENT

Les dépenses pour la guerre en Irak, la sécurité intérieure ..atteignent des sommets, alors que les dépenses sociales souffrent de nouvelles coupes. Ainsi pour 2005, le budget de la défense augmente de 7 %, le budget de la sécurité intérieure de 10 %, le reste de 0,5 % seulement, soit moins que l'inflation. Le budget de Georges Bush est clairement anti-social.

PLACE AU DEBAT

Quant à la balance des paiements, son déficit n'est pas moins imposant : 530 milliards de dollars en 2003, plus de 600 en 2004

Remarques :

Le dogme de la baisse d'impôts.

C'est sous les années Reagan qu'a été mise en pratique la « théorie » selon laquelle en diminuant les impôts et en augmentant les dépenses militaires, on réduirait le déficit du budget. Entre autres, les impôts des sociétés sont passés de 46 à 34 % (F Mitterrand a d'ailleurs agi de même). Cette théorie s'est traduite par ..une envolée du déficit. De 70 milliards de dollars en 1980 et 1981, le déficit est passé à 221 milliards de dollars en 1984 (5 % du PIB). On aura reconnu dans cette théorie la politique de Bush, mais aussi de Seillière, Chirac, Sarkozy, et bien entendu de Bruxelles.

Pourtant, si Bush était en Europe son budget serait refusé par Bruxelles. Si Bush était en Afrique, son budget serait refusé par le FMI et la Banque Mondiale, cloué au pilori par l'OCDE. Mais personne n'a de sanction à proposer contre les Etats-Unis. D'une part, en raison de leur puissance, d'autre part parce qu'un plan d'ajustement comme en Afrique entraînerait le monde entier dans la crise : la dette est si importante que les Etats-Unis tiennent leurs créanciers.

La chute du dollar est cependant préoccupante. Certes, personne n'a intérêt à son effondrement. Mais l'affaiblissement du dollar pénalise les pays qui en détiennent des montants importants et qui voient leurs avoirs fondre comme neige au soleil. Il suffirait qu'un ou quelques-uns vendent, d'un mouvement de panique, pour entraîner la catastrophe.

LES LIBERTES ROGNEES

Les Etats-Unis sont traditionnellement un pays de liberté et de démocratie. L'attentat contre le World Trade Center est utilisé par l'administration Bush pour justifier auprès de l'opinion publique toutes les mesures sécuritaires. Petit à petit, les libertés sont rognées, y compris le pouvoir du Parlement (Fast Track). La pratique de la torture s'étend (Guantanamo, Irak).

LA PROTECTION SOCIALE, COUTEUSE, INEGALITAIRE ET EN CRISE

La protection sociale est un scandale national depuis des années. Elle a d'ailleurs été au centre de la récente campagne électorale. Aux Etats-Unis, l'assurance maladie est largement privatisée (du moins ce qui est rentable). C'est donc avant tout un marché destiné à servir des profits. **La protection sociale US est extrêmement coûteuse (environ 15 % du PIB, plus de 50 % de plus que la France), pour une efficacité bien moindre et, bien sûr, fort inégalitaire.**

Comment un américain est-il assuré (ou pas assuré du tout) ?

La majorité des américains (60%) sont assurés au travers de leur entreprise, ce qui entraîne qu'en cas de perte d'emploi on perd aussi l'assurance maladie ou la retraite. Les salariés du secteur public sont couverts à 87 %. Quant au privé, la tendance est à la baisse rapide : comme en France, en Allemagne ou en Italie, les employeurs américains jugent les charges sociales insupportables. Les entreprises cotisent de moins en moins, voire plus du tout.

Sources de financement de la couverture maladie en 2003 :

Sources	En millions de personnes	En %
Assurance privée volontaire	197,8	68,6
Dont : entreprises	174	60,4
individus	26,5	9,2
Dispositifs publics	76,8	26,6
Dont : Medicare	39,5	13,7
Medicaid	35,6	12,4
Population assurée	243,3	84,4
Population non assurée	45	15,6
Population résidente	288,3	100

Source : IRES. Note : certains assurés peuvent appartenir à plusieurs catégories

45 millions d'américains n'ont aucune couverture sociale, la plupart de moins de 65 ans. (70 % d'entre eux ont pourtant un salarié en activité dans la famille)

Plus de 20 millions d'autres ont une couverture partielle et insuffisante : Medicare et medicaid

Medicare s'adresse aux personnes âgées et handicapées

Medicaid est une assurance pour les pauvres. Elle est financée conjointement par l'Etat fédéral et les Etats.

PLACE AU DEBAT

L'éligibilité et les remboursements dépendent de la situation financière et des priorités des Etats.

Remarque : ce qu'on appellerait la régionalisation est une source d'inégalité supplémentaire aux USA. Toute ressemblance avec des réformes en cours en France ...

Les coûts de gestion de l'assurance privée : le dogme et la réalité

Le dogme répété sans relâche et sur tous les tons affirme que le privé est beaucoup plus efficace et moins cher que le nationalisé. Pourtant, la multiplication des intervenants, la concurrence, la nécessité de dépenser de gigantesques budgets en publicité et autres coûts commerciaux, se traduit par des coûts infiniment plus élevés.

Aux USA les coûts de gestion ont augmenté de 12 % par an pendant 32 ans :

	1970		2002		1970-2002
	Mds \$	%	Mds \$	%	
Administration et assurance privée	2,8	3,8	104,9	6,8	12 %

Le Managed Care : économies, médecin référent et filières de soins

Dans les années 70, pour répondre à l'augmentation des coûts de l'assurance maladie, les compagnies d'assurance ont mis en place un système de contrôle des soins, le Managed care.

Au centre du Managed care, on rencontre les médecins référents, les filières de soin, le contrôle des choix thérapeutiques..Le Managed Care n'est pas sans rappeler le plan Douste-Blazy, ou les différentes réformes en Europe qui s'accélérent depuis que les dépenses sociales sont incluses dans le Pacte de stabilité.

Les américains, autant que faire se peut, se détournent de la contrainte que représente le médecin référent, veulent le libre choix du spécialiste, et s'affilient majoritairement à ceux qui n'ont pas cet impératif.

Après une décélération de courte durée, la croissance des coûts a repris de plus belle.

Les réformes en cours ou en projet

La réforme de Medicare : à l'approche de la campagne électorale, Bush a tenté d'améliorer la prise en charge de Medicare. C'est un échec : beaucoup d'argent donné au privé, peu aux patients, complexité des filières de soin auxquelles les assurés ne comprennent rien et, en conséquence, ne s'affilient pas. La crise de la protection sociale US a en fait augmenté.

Les retraites : la dernière proposition de G Bush consiste à individualiser davantage les retraites dans des comptes individuels investis en actions ou obligations. Les salariés US sont invités à jouer leur retraite en bourse.

Dans les années à venir la protection sociale va coûter encore plus cher (les engagements se comptent en centaines de milliards de dollars supplémentaires), mais les bénéficiaires pour une grande partie des américains restent plus qu'incertains. C'est le résultat d'une gestion déjà fortement privatisée, éclatée, dont la part du privé s'accroît.

EDUCATION

Bien évidemment, l'enseignement est inégalitaire et hors de prix. Ainsi, c'est très officiellement qu'on conseille aux jeunes parents de faire des économies longtemps à l'avance pour pouvoir payer les études de leurs enfants au lycée. Quant aux écoles de renommée mondiale (Harvard, MIT, Berkeley, ..), leur coût est carrément astronomique.

LES 2 AMERIQUES

Les Etats-Unis sont la puissance dominante. Ils ont la capacité de s'attribuer de gré ou de force une forte proportion des marchés mondiaux. Leurs richesses sont incommensurables.

Mais les USA sont aussi le pays de l'inégalité, et d'une inégalité croissante : les délocalisations s'accélérent, le chômage croît, le pouvoir d'achat baisse, la protection sociale est inexistante ou insuffisante pour des dizaines de millions d'américains. Les recettes libérales qui sévissent partout frappent aussi une majorité de la population américaine. Et en plus ils ont à supporter le poids de la guerre contre « le mal » au budget gigantesque.

LES COMMUNIQUES DE GEORGES SARRE

Le « médecin-référent malgré lui », une pièce de Philippe Douste-Blazy !

Communiqué de presse de Georges Sarre (21/01/05)

La convention médicale signée par l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie (UCNAM) et trois syndicats médicaux le 12 janvier est présentée comme une réforme par le Ministre de la Santé. C'est une supercherie. Ni les comptes de la sécurité sociale, ni la qualité des soins n'en seront améliorés. Pire, elle renforce la dérive du système de soins français vers une médecine à deux vitesses. Dans ces conditions, le M.R.C. soutient la manifestation du 22 janvier prochain.

Rien n'est mis en œuvre pour permettre aux généralistes de s'acquitter de leur rôle de médecins référents. Dès lors, **cette contre-réforme n'atteindra pas l'objectif affiché**. Ceux qui en ont les moyens continueront à aller voir le spécialiste, et payeront les dépassements d'honoraires. **Les comptes de la sécurité sociale ne seront pas améliorés. La qualité des soins ne le sera pas davantage**, puisque les généralistes continueront à devoir faire toujours plus de consultations pour maintenir leurs revenus.

Pire encore, seules les personnes aux revenus modestes pâtiront de cette augmentation des consultations spécialisées. **C'est une médecine à deux vitesses qui se profile.**

On peut s'interroger sur la réelle volonté du gouvernement de sauver la Sécurité Sociale. Il est certain que les déficits chroniques, conjugués aux rodomontades permanentes de Bruxelles sur les finances françaises, offrent aux libéraux un prétexte rêvé pour **libéraliser à terme tous les services de santé.**

C'est d'ailleurs l'objectif poursuivi par l'O.M.C. à travers l'accord général sur le commerce des services, et par l'Union Européenne si le traité constitutionnel est adopté, avec pour principe premier « la concurrence libre et non faussée ».

Dès lors, il faut manifester avec les médecins le 22 janvier, dire NON à la marchandisation et à la libéralisation de la santé publique, NON à l'A.G.C.S. et au « traité constitutionnel européen ».

Mais, pour percevoir la portée de la réforme, il faudra attendre l' adoption des textes d' application, prévue pour début 2005, précise l' étude, qui estime que le cadre réglementaire "devrait s' avérer relativement favorable aux assureurs complémentaires".

Airbus : si le « oui » l'emportait, ce type de réussites européennes serait rendu impossible !

Communiqué de presse de Georges Sarre (18/01/05)

Le succès d' Airbus tient à une exemplaire coopération intergouvernementale. C' est parce que les gouvernements français allemand, britannique, et espagnol ont rassemblé leurs forces à l' écart des institutions européennes et de leur fanatisme libéral que ce succès a été rendu possible.

Le MRC se félicite de la prochaine présentation de l' A380. Avec ce très gros porteur, Airbus signe une nouvelle réussite industrielle, porteuse d' emplois pour les salariés français mais aussi de rêve et d' évasion pour l' ensemble de nos concitoyens.

Malheureusement, si le « oui » l' emportait au référendum sur le projet de Constitution européenne, de telles initiatives deviendraient inconcevables.

En consacrant dans son article I-3 la « concurrence libre et non faussée », le projet de Constitution européenne interdit à la fois la formation de consortiums du type d' Airbus et les aides étatiques, qui financent une part importante du projet A380. En excluant dans son article I-30 un pilotage politique de l' euro, il condamne en outre Airbus à délocaliser une partie croissante de sa production pour échapper à l' euro fort.

Qu' on ne se trompe donc pas : le lancement de l' A 380 illustre bel est bien un argument industriel en faveur du « non » !

COUP DE GUEULE

Non, les fonctionnaires ne sont pas trop payés !

Par Pierre-Yves LAOT

Le 20 janvier, à l'appel de toutes les organisations syndicales et avec le soutien des partis et associations de gauche mais aussi d'une large franche de la population, les fonctionnaires ont massivement fait grève pour la défense de leur pouvoir d'achat et de leurs missions de service public.

Pourtant, à entendre le ministre Dutreil, l'augmentation unilatéralement décidée par le gouvernement (0,5 % en février et 0,5% en novembre 2005) est censée préserver le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés du secteur public. D'après lui le pouvoir d'achat aurait augmenté ces dernières années alors que les organisations syndicales ont calculé que les salaires avaient baissé de 5%. Comment expliquer cet écart ?

Par le GVT, entendez le glissement vieillesse technicité. Autrement dit, le ministre de la fonction publique, comme d'ailleurs tous ses prédécesseurs depuis 1983 considère que les augmentations individuelles touchées par certains fonctionnaires du fait de leur avancement de grade ou de leur ancienneté constituent une augmentation salariale qui concerne toute la fonction publique qu'elle soit d'Etat, des collectivités territoriales ou hospitalière.

En d'autres termes, une augmentation par procuration en quelque sorte pour tous ceux, les plus nombreux, qui n'ont pas eu d'avancement de grade ou d'échelon. Quant aux autres, qui ont eu la chance de gagner un peu plus, il est pour le moins paradoxal de considérer que cette augmentation vaut aussi comme une augmentation générale, comme si pendant ce temps là les prix n'augmentaient pas .. ;

Comme chacun sait, les ministres perçoivent la rémunération correspondante aux salaires les plus élevés de la fonction publique. On peut alors se demander pourquoi ils ont cru bon de s'octroyer une augmentation voici deux ans.

La vérité c'est que, depuis que les salaires ne sont plus indexés sur l'inflation, les salariés voient leur pouvoir d'achat diminuer, et plus encore depuis la mise en place de l'euro qui a provoqué une hausse des prix qu'ont du mal à masquer les statistiques. Ce n'est, bien sûr, pas le cas des patrons toujours si prompts à brocarder les fonctionnaires. Eux n'hésitent pas à s'augmenter de 10% par an quand ce n'est pas davantage. Et après ça on s'étonne de voir les fonctionnaires dans la rue ?

**Vous aussi agissez pour le non à la
Constitution européenne !
Adhérez à Résistance Sociale !!!**

Le bulletin Résistance Sociale
est une publication de RESO
Association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Pour nous écrire :

5 place Georges Brassens
78260 ACHERES

Tel : 01 48 06 34 97

Portable : 06 74 79 05 10

Présidente de RESO et directrice de
la publication : Marinette BACHE

Commission paritaire en cours

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

j'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 5 place Georges Brassens 78260 ACHERES (chèque
à l'ordre de Résistance Sociale)